GRECE

Le rôle et les fonctions des conseils supérieurs de justice concernant l'organisation et le fonctionnement des systèmes judiciaires nationaux.

1. Institution/Composition

1.1 Y a-t-il un conseil supérieur de la magistrature dans votre système judiciaire ?

Oui, il y a le Conseil Supérieur de la Magistrature (C.S.M.).

1.2 Faites un court résumé sur rôle ou la fonction de l'organisme/des organismes répondant ou s'approchant de cette définition.

Selon l'article 92 de la Constitution de 2001 et les articles 39 et 78 de la loi 1756/88 (la loi organique) le CSM décide de nominations, de rénominations en cas de renoncement ou relâchement, de placements, de déplacements et de la promotion des magistrats. Les décisions du CSM, dont préside le Président de la Cour de Cassation, sont prises après demande du Ministre de la Justice. Si le Ministre de la Justice ne s'accorde pas avec la décision du CSM, il a un recours aux chambres réunies de la Cour de Cassation.

1.3 Qui sont membres de l'organisme?

(nombre, composition et qualifications)

Membres du CSM sont : Le Président de la Cour de Cassation, le Procureur général et deux avocats généraux de la Cour de Cassation, les juges de la Cour de Cassation qui sont choisis après tirage au sort, parmi ces qui ont au moins deux ans à ce degré de juridiction.

Au CSM participe aussi, sans vote, deux juges de la Cour d'Appel ou deux procureurs généraux de la Cour d'Appel quand il décide de changements concernant la situation des juges.

Il comprend deux formations, l'une compétente pour les magistrats du premier degré de juridiction et l'autre pour le reste de magistrats. La première forme appartient 13 membres et la seconde 15 membres.

1.4 Comment l'organisme est-il constitué et comment fonctionne la procédure de nomination des membres ?

Le Président et le Procureur général participent toujours les autres membres sont choisis après tirage au sort chaque année.

1.5 Est-ce qu'il y a une majorité de juges (magistrats) dans l'organisme ?

Il y a seulement de magistrats.

1.6 Est-ce qu'il y a des membres de l'organisme qui sont élus par des juges (magistrats) et si oui, en quelle proportion ? pour quelle durée les membres sont-ils désignés, y a-t-il des motifs particuliers permettant de mettre fin à leur mandat ? Un membre peut-il être destitué de ses fonctions contre sa volonté et si oui, sous quelles conditions ?

Non, les membres du CSM ne sont pas élus par les juges. Ils sont désignés, sauf le Président et le Procureur général, après tirage au sort, pour une durée d'un an. Il n'y a pas de motifs particuliers permettant de mettre fin à leur mandat et ils conservent leurs fonctions juridictionnelles.

1.7 Dans quelle mesure le pouvoir exécutif (gouvernement) ou le pouvoir législatif exerce-t-il de facto une influence sur le fonctionnement de l'organisme à travers des règles de composition, ou sur son fonctionnement dans ses attributions judiciaires ou non judiciaires ?

On pourrait dire qu'il existe une influence du pouvoir exécutif sur le fonctionnement du CSM car le Président et le Procureur général qui participent à cet organisme sont nommés par le Conseil des Ministres.

2. Responsabilité du Conseil de la magistrature ou de l'organisme analogue.

2.1 La Cour Suprême est-ce qu'elle est subordonnée au Conseil Supérieur de la magistrature ? Si oui, dites dans quelle mesure.

Oui, parce que un nombre de membres de la Cour Suprême sont membres aussi du CSM.

2.2 Le rôle dévolu au conseil de la magistrature ou à l'organisme analogue entraîne-t-il un partage de pouvoir avec des personnes ou des représentants non judiciaires et heurte-t-il le principe de la séparation des pouvoirs entre le pouvoir judiciaire et les autres pouvoirs de l'Etat, c'est à dire les pouvoirs exécutifs et législatifs ?

Les membres du CSM sont juges ainsi il n'y a pas de problème de séparation des pouvoirs entre le pouvoir judiciaire et les pouvoirs exécutifs et législatifs.

2.3 Le conseil/l'organisme est-il chargé de la nomination ou de la désignation des juges (magistrats). Dans l'affirmative, décrivez le processus.

Oui, il décide de la nomination et la désignation des juges après demande du Ministre de la justice.

2.4 Le conseil/l'organisme est-il chargé de la promotion des juges (magistrats) ? Dans l'affirmative, décrivez le processus.

Oui, après demande du Ministre de la Justice. Un des membres de CSM examine les dossiers des magistrats et fait rapport. Ensuite il y a une conversation et après ils décident. Les décisions sont prises en majorité.

2.5 Le conseil/l'organisme est-il chargé de la nomination des présidents de tribunaux (procureurs) ? Dans l'affirmative, donnez les précisions nécessaires.

Non.

2.6 Le conseil/l'organisme exerce-t-il une responsabilité en ce qui concerne l'organisation de la formation ou de la formation continue des juges (magistrats) ? Dans l'affirmative, donnez les précisions nécessaires.

Le CSM désigne les directeurs de l'Ecole de la Magistrature, il propose les deux magistrats membres du Conseil de l'Ecole de la Magistrature et décide quels juges auront un congés pour faire études post universitaires à l'extérieur ou à l'intérieur.

2.7 Le conseil/l'organisme exerce-t-il une responsabilité en ce qui concerne l'opportunité d'ouvrir une procédure disciplinaire ou d'instruire une telle procédure contre un juge (magistrat) ? Dans l'affirmative, donnez les précisions nécessaires.

Non, l'opportunité d'ouvrir une procédure disciplinaire appartient au Ministre de la justice et au premier président de la Cour d'Appel. La procédure disciplinaire appartient aux conseils disciplinaires.

2.8 Le conseil/l'organisme exerce-t-il une responsabilité en ce qui concerne l'évolution du travail d'un juge (magistrat) ? Dans l'affirmative, donnez les précisions nécessaires.

Non, il y a le Conseil d'Evaluation des juges.

2.9 Le conseil/l'organisme exerce t-il une responsabilité en ce qui concerne l'élaboration ou la préparation du budget du pouvoir judiciaire ? Dans l'affirmative, donnez les précisions nécessaires.

Non.

2.10 Le conseil/l'organisme exerce t-il responsabilité en ce qui concerne l'allocation des ressources (personnel moyens) dans le cadre du budget approuvé par le parlement ou par le gouvernement ? Si oui, donnez une brève description.

Non.

2.11 Y a-t-il d'autres attributions significatives qui n'auraient pas encore été évoquées (par exemple l'élaboration d'un code d'éthique de la magistrature) ?

Non.

3. Le Conseil supérieur et (a) l'indépendance de la magistrature et (b) ses avantages et désavantages.

3.1 Si votre pays connaît un tel organisme (C.S.M.), merci d'énumérer brièvement, les avantages et les désavantages du système.

Avantages : Les pouvoirs conférés à un organe indépendant du gouvernement en matière de nomination et de promotion des magistrats contribuent à l'indépendance effective de la magistrature.

Désavantages : La participation sans vote deux magistrats de la Cour d'Appel quand le conseil décide de la nomination et de la promotion des magistrats.

4. Particularités/Critiques

4.1 Existe t-il dans votre pays des particularités concernant le CSM ou l'organisme analogue, qui pourraient présenter un intérêt particulier en terme de comparaison internationale ?

Peut-être la possibilité de participation deux magistrats de la Cour d'Appel qui ne votent pas mais ils peuvent intervenir et exprimer leur opinion quand le CSM décide de choses concernant la situation des juges.

4.2 Quelles sont les problèmes particuliers posés dans votre pays par le fonctionnement du CSM/de l'organisme analogue ?

Il n'y a pas de problèmes particuliers par le fonctionnement du CSM.

4.3 Des réformes sont-elles en cours de discussion ou de proposition ?

Non.

5. Sujets

5.1 Quel sujet proposez-vous pour la prochaine réunion de la 1^{ère} Commission d'étude ?
Mondialisation et justice.

Anastassia PERISTERAKI
Président au Tribunal de Grande Instance d'Athènes.